



CAMP DE DÉPLACÉ-E-S CORAIL-CESSELESSE

**Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Amériques**

LEROY Isabelle
Juin 2020



PHOTO ©: JULIE SCHINDALL/OXFAM



CAMP DE CORAIL-CESSELESSE

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de migration
Population accueillie

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

Le rôle législatif et politique sur la gestion migratoire et la région

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Les manquements en termes de gestion d'accueil
Les violations des droits humains

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Localisation du camp de **CORAIL-CESSELESSE**



LE CAMP DE CORAIL-CESSELESSE SE SITUE :

- au Nord de la capitale haïtienne de Port-au-Prince



SOURCE :ONU-HABITAT, GOOGLE MAPS OF NEIGHBOURHOODS, NOVEMBRE 2013

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE MIGRATION

Le camp de Corail-Cesselesse (qui comprend le Secteur 3 et le Secteur 4) a été créé en avril 2010, suite au séisme du 12 janvier 2010 qui a dévasté la capitale d'Haïti, Port-au-Prince. On estime en effet le nombre de déplacés internes suite au séisme à environ 1,5 millions de personnes, dont la plupart ont trouvé refuge dans l'un des 1 500 camps créés suite au séisme[1]. Bien que de nombreux camps aient officiellement fermé assez rapidement suite au séisme (en mai 2012, on comptait 412 000 déplacé-e-s internes dans des camps)[2], le camp de Corail-Cesselesse existe toujours avec une configuration très similaire à celle qu'il avait à l'origine, même s'il semble aujourd'hui délaissé par la communauté internationale et le gouvernement haïtien.

Le camp de Corail-Cesselesse était à l'origine mis en place pour accueillir 5 000 personnes qui devaient être évacuées du Club Pétion-ville, où se trouvaient des réfugié-e-s abrité-e-s sous la supervision de l'acteur Sean Penn. Les personnes installaient leurs tentes sur des pentes raides et particulièrement boueuses, ce qui était dangereux pour elles. Le but était donc de mettre à l'abri ces personnes potentiellement en danger[3]. 2 000 déplacé-e-s internes[4] ont donc été installé-e-s dans des tentes en avril 2010[5], sur ce campement à 18km au nord-est de la capitale haïtienne[6]. Petit à petit, 10 000 personnes sont accueillies à Secteur 4, et l'Organisation Internationale pour la Migration (IOM) construit 300 abris dans un deuxième site, Secteur 3[7]. Dès sa construction, de nombreuses personnes se sont

installées à ses abords, et aujourd'hui Corail-Cesselesse se trouve englobé par Canaan, un bidonville qui est aujourd'hui la troisième ville de Haïti [8].

LA POPULATION ACCUEILLIE

En juin 2013, on estimait la population du camp à 10 000 personnes, selon l'ONG locale Haiti Grassroots Watch[9]. Il est estimé qu'en 2017, il y avait 16 753 personnes (soit 2 714 familles) résidant à Corail-Cesselesse.



Le camp de Corail-Cesselesse comprend des déplacé-e-s internes haïtiens suite au séisme qui a secoué l'île en 2010.



LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LE RÔLE LÉGISLATIF ET POLITIQUE SUR LA GESTION MIGRATOIRE ET LA RÉGION

Avant le séisme, la zone sur laquelle est actuellement présente le camp de Corail-Cesselesse appartenait en grande partie à des firmes haïtiennes, qui y développaient une Zone Economique Intégrée (ZEI) nommée « Habitat Haïti 2020 », approuvé par la Banque Mondiale et le gouvernement haïtien[10]. Cependant, en mars 2010, le gouvernement déclare « d'utilité publique » cette zone, ouvrant ainsi la voie à leur transformation en camp. Les camps secteurs 3 et 4 de Corail sont donc érigés en modèles par le gouvernement[11].

D'après des entretiens conduits par l'International Crisis Group auprès d'anciens membres du gouvernement haïtien et d'un expert en urbanisme, l'insuffisante planification et stratégie gouvernementale a été soulignée à plusieurs reprises concernant le camp de Corail-Cesselesse[12].

L'ancien maire de Croix-des-Bouquets (l'un des quartiers de Corail-Cesselesse), Jean Saint-Ange Darius, explique que le gouvernement n'a pas pris en compte les gouvernements locaux dans la prise de décisions pour le camp[13]. En 2011, le maire de Croix-des-Bouquets devenait le nouvel administrateur du camp, mais les résident-e-s peinent à trouver la trace d'une quelconque assistance locale dans le camp[14].

Haiti Grassroots Watch, un projet né de la collaboration entre deux organisations haïtiennes afin de surveiller la reconstruction de l'île suivant le tremblement de terre, a ainsi recueilli le témoignage de plusieurs résident-e-s du camp expliquant qu'ils devaient tout faire et organiser seuls, sans le soutien de l'Etat[15]. En effet, il semblerait qu'après le transfert de la gestion du camp de l'American Refugee Council (ARC) à la mairie de la Croix-des-Bouquets le 15 mai 2011[16], l'aide humanitaire a commencé à fortement baisser[17].

Haïti a ratifié la Convention de Genève en 1957 ainsi que ses protocoles additionnels en 1977.



LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP

Le rôle de la communauté internationale, et en particulier des grandes ONG, a été primordial dans la création du camp de Corail. Selon Jean-Christophe Adrian, alors directeur de UN-HABITAT, le camp de Corail a été créé suite aux pressions de la communauté internationale et de l'armée américaine, malgré l'opposition du gouvernement haïtien au projet, ainsi que de certaines ONG[18], dont UN-Habitat[19]. L'Humanitarian Policy Group dénonce notamment le fait qu'Haïti n'avait pas de réel cadre réglementaire permettant d'allouer les terres et d'organiser l'arrivée des nombreuses personnes déplacées internes. Il critique également le fait que la mise en place du camp était surtout le fait de l'armée américaine, ainsi que certaines célébrités, plutôt que le fait d'acteurs humanitaires. Ainsi, la mise à l'abri de ces personnes n'a pas été correctement planifiée[20].

La gestion du camp était effectuée principalement par l'ARC, qui était soutenue par d'autres organisations[21] :

- Oxfam s'occupait des programmes WASH (eau et hygiène) ;
- World Vision était en charge de la reforestation et de la construction d'une école. Elle a également par la suite été en charge d'assurer la formation de 15 agents municipaux dans les questions de droits humains et de protection de l'environnement ;
- L'IOM était en charge du rapatriement des personnes déplacées ;
- UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH) et la police nationale (UNPOL et HNP) assuraient la sécurité du camp.

En tout, l'IOM, World Vision et l'ARC ont dépensé 10 millions de dollars pour construire les secteurs 3 et 4[22].

Concernant l'identification des personnes déplacées internes par l'OIM, elle a été critiquée par l'International Crisis Group, qui estime qu'elle n'a pas été faite de manière adéquate, car elle ne permettait pas de faire la distinction entre les personnes déplacées à cause du séisme et les personnes destituées qui ont convergé vers les camps et les zones adjacentes afin d'améliorer leurs conditions de vie[23].

Depuis que la gestion du camp est tombée entre les mains du gouvernement local, seules cinq organisations humanitaires avaient des opérations à Corail, sans toutefois avoir de bureaux locaux : Global Communities, Terre des Hommes, l'IOM, la Croix-Rouge américaine et UN-Habitat[24]. Comme Canaan, la ville « informelle » qui s'est construite autour des Secteurs 3 et 4 et qui a englobé le camp de Corail-Cesselesse, il s'agit essentiellement d'un espace auto-géré par sa population. Toutefois, des organisations humanitaires ont mis en place des réverbères solaires afin d'assurer l'éclairage de nuit[25].



World Vision



ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

LES MANQUEMENTS EN TERMES DE GESTION D'ACCUEIL

Seulement trois mois après l'installation des premiers déplacé-e-s internes à Corail-Cesselesse, l'Organisation Internationale pour la Migration a publié un rapport expliquant que les zones 1 à 4, sélectionnées pour le camp, comportaient de nombreux risques d'inondation. L'OIM estimait que la zone était inondée de manière régulière, au moins une fois par an. Le rapport décourageait donc que d'autres personnes soient « mises à l'abri » dans cette zone. Cependant, World Vision et l'OIM ont par la suite construit plus de 1 500 abris « temporaires » sur ce même site[26]. Il a notamment été expliqué que le camp de Corail démontre les difficultés de la planification urbaine suivant une catastrophe naturelle, et en particulier le risque d'institutionnaliser les camps plutôt que d'adopter des solutions plus durables[27].

Un ancien manager du camp de Corail, de l'American Refugee Committee, expliquait que l'ARC n'a pas été consulté et était en réalité opposé à l'emplacement du camp, qui était trop loin de Port-au-Prince, sans opportunités économiques[28]. Ainsi, une salariée d'Entrepreneurs du monde expliquait que malgré la présence d'abris, d'un hôpital et d'une école, le futur des personnes présentes sur le camp n'est pas assuré en raison du manque d'activité économique du camp[29].

C'est pour cette raison que le Humanitarian Policy Group explique que Corail est essentiellement un bidonville, créé sans les services de base nécessaire,

ni l'infrastructure nécessaire, ni les opportunités économiques pour permettre sa viabilité[30]. L'International Institute for Environment and Development (IIED) partage ce constat, expliquant que bien que la sécurité ait été prise en compte, aucun moyen de subsistance n'était disponible à long-terme pour les résident-e-s du camp[31]. Une étude datée du 31 octobre 2019 portant sur l'insécurité alimentaire classe ainsi Corail comme étant un quartier « très pauvre » de Croix-des-Bouquets, bien en-deçà des quartiers « pauvres » et « moyens »[32].

Malgré les investissements de l'OIM, de l'ARC et de World Vision, un des problèmes récurrents du camp était l'absence d'eau potable pour ses résident-e-s. En 2011, l'ONU et Oxfam avaient promis l'accès à l'eau pour les résident-e-s du camp, mais en 2013, cette promesse n'avait toujours pas été remplie, obligeant les déplacé-e-s internes à acheter de l'eau. En 2017, les résident-e-s payaient toujours pour l'eau en raison de problèmes techniques avec le système d'eau mis en place par Oxfam. De plus, seule des latrines communes existent, créant des conflits et rendant les populations vulnérables à des maladies infectieuses[33] (dont le choléra)[34]. Un reportage de janvier 2020 révèle que les habitants ne bénéficient toujours pas d'eau potable, et que les toits en zinc de leurs structures ne leur permettent pas de se protéger contre la pluie de manière efficace. Les résident-e-s notent particulièrement une dégradation de leurs conditions de vie depuis 2013[35].

Bien que tous les secteurs de Corail-Cesselesse aient accès à l'électricité en 2017, elle n'était disponible que pendant cinq heures par jours, et était financée par des contributions financières de la communauté envers le proviseur d'électricité, la Haiti Electricity Company[36].

Des manifestations à Petion-Ville en avril 2012 contre la présence inefficace de la communauté internationale ont accéléré la sortie des ONG de Corail, qui les a ensuite laissé à leur propre destin[37].

Selon l'IIED, plusieurs besoins n'avaient toujours pas été adressés en 2017 concernant les besoins en termes d'infrastructure urbaine pour les résident-e-s du camp :

- Un cimetière ;
- Un marché public ;
- Renforcer les routes d'asphalte pour les rendre plus praticable ;
- Un bâtiment réunissant toutes les entités étatiques ;
- Des espaces verts ;
- Un hôpital avec des services ambulanciers ;
- Un lycée ;
- Traitement des déchets ;
- Remplacement des T-shelters par des bâtiments à étage[38].

LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

La présence des ONG à Corail-Cesselesse a été très contestée sur plusieurs plans. Certains résident-e-s expliquent que les ONG les ont « divisés », tant la distribution de nourriture et l'aide à l'entrepreneuriat accordée par Oxfam, par exemple, a suscité des querelles et des arrestations[39]. Le camp était notamment en prise à des gangs qui menaçaient les résident-e-s et les ONG, poussant l'ancien administrateur du camp de l'ARC, Richard Poole, à démissionner[40]. La présence d'ONG internationales à Haïti et leurs actions dans la reconstruction de l'île à la suite du séisme restent controversée de manière plus générale, et pas uniquement à Corail-Cesselesse.

Par exemple, une investigation du National Public Radio (NPR) a révélé qu'en 2015, la Croix Rouge américaine, qui avait levé plus d'un demi milliard d'euros de ses donateurs, n'avaient construit que six maisons permanentes, alors qu'elle en avait promis 132 000[41]. Bien sûr, l'introduction du choléra à Haïti reste une des marques les plus dévastatrices de la présence des ONG sur l'île[42], ainsi que le réseau d'exploitation sexuelle par des salariés d'Oxfam[43].

L'étendue progressive du camp, pour atteindre le bidonville qu'il est aujourd'hui, pourrait également avoir des causes politiques. En effet, lors du nivellement des terres entourant les secteurs 3 et 4, des personnes ont afflué pour « acheter » ces terres (qui n'étaient normalement pas à vendre) et de s'y installer. Certains soupçonnent l'ex-Président haïtien René Préval d'avoir vendu ces terres aux partisans de son parti politique et des promesses de vote aux présidentielles[44]. Aussi certaines familles se retrouvent avec des titres de propriété falsifiés[45].

L'enchevêtrement d'acteurs autour des camps et le manque de transparence semblent avoir généré des problèmes dans son urbanisation, qui s'est largement faite de manière spontanée et non régulée. L'ensemble des terres qui composaient Corail-Cesselesse, ainsi que les nouvelles terres occupées forment aujourd'hui un quartier nommé Canaan ou Jérusalem, qui selon certaines ONG, sont habitées par des personnes qui n'étaient pas des déplacé-e-s internes à cause du séisme[46].

Le camp de Corail souligne notamment deux difficultés à cet égard. Premièrement, étant donné la reformulation de la zone du camp et des zones environnantes comme étant « d'utilité publique » sans pour autant avoir compensé les personnes qui vivaient sur ce terrain avant le séisme ; les personnes vivant sur ce terrain restent dans un statut légal flou et ne bénéficient donc pas d'aide gouvernementale.



PHOTO ©: JANE BEELSEY/OXFAM



PHOTO ©: OXFAM INTERNATIONAL / FLICKR

Par ailleurs, le gouvernement haïtien n'a pas la capacité financière pour lancer les projets ambitieux nécessaire pour que Corail-Cesselesse, mais de manière plus générale, Canaan, devienne une ville à part entière, plutôt qu'un bidonville aux portes de Port-au-Prince[47]. En raison de leur statut précaire, il a été relevé que certaines ONG se faisaient chasser de leurs terres par des propriétaires privés qui estiment que la terre leur appartient, parfois en ayant recours à la violence[48].

La présence de gangs a également été notée par le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) à Corail-Cesselesse[49]. L'International Crisis Group avait déjà relevé ce problème en 2011, expliquant qu'à la suite du tremblement de terre, il est estimé qu'environ 5 000 prisonniers se sont échappés, dont de nombreux membres de gang, qui auraient infiltré plusieurs camp près de Port-au-Prince. Bien que des efforts aient été mis en place pour assurer des patrouilles, celles-ci se sont révélées insuffisantes[50].

Au-delà du problème d'insécurité que cela peut générer, l'International Crisis Group ajoutait que cela accroissait de manière signifiante le risque de violences sexuelles envers les femmes et les filles[51].

Selon la chercheuse Alice Corbet, le problème principal actuel de Corail-Cesselesse est l'absence de vision à long-terme, depuis que les ONG se sont retirées. En effet, Corail reste avant tout un camp, mais celui-ci est délabré et ses résidents n'ont pas de possibilités d'être relogés ailleurs, ce qui rend la situation particulièrement difficile pour ses résidents, incapables de s'approprier l'espace sans toutefois avoir la possibilité de le quitter[52].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[1] BRADLEY M. , "Four Years After the Haïti Earthquake, the Search for Solutions to Displacement Continues", Brookings, 13 January 2014, <https://www.brookings.edu/blog/up-front/2014/01/13/four-years-after-the-haiti-earthquake-the-search-for-solutions-to-displacement-continues/>, consulté le 25 juillet 2020.

[2] Ined, Les déplacés internes à Haïti après le tremblement de terre, séminaires, janvier 2010, <https://www.ined.fr/fr/actualites/rencontres-scientifiques/seminaires-colloques-ined/les-deplaces-internes-a-haiti-apres-le-tremblement-de-terre-janvier-2010/>, consulté le 25 juillet 2020.

[3] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », 17 juin 2013, <http://haitigrassrootswatch.squarespace.com/31controversyEng>

[4] LEVINE Simon, rapport réalisé pour le Overseas Development Institute, « Avoiding reality : land, institutions and humanitarian action in post-earthquake Haïti », Humanitarian in Policy Group Working Papers, 2012, p.1

[5] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », 17 juin 2013, <http://haitigrassrootswatch.squarespace.com/31controversyEng>, consulté le 25 juillet 2020.

[6] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », 17 juin 2013, <http://haitigrassrootswatch.squarespace.com/ayiti-kale-je-kreyl/2013/6/17/limmense-bidonville-de-la-reconstruction-coutera-des-centaines.html>

[7] SENAT Rachel et BELVERT Alex, rapport réalisé pour l'Urban Crises Learning Partnership (UCLP), "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", 2017, p.3, <https://pubs.iied.org/G04281/>, consulté le 25 juillet 2020.

[8] VOILAND A., "Haiti's Accidental City", NASA Earth Observatory, 24 février 2020, <https://earthobservatory.nasa.gov/images/146787/haitis-accidental-city>, consulté le 25 juillet 2020.

[9] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », op. cit.

[10] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit.

[11] *Ibid.*

[12] International Crisis Group, Post-quake Haiti: Security Depends on Resettlement and Development, Latin-America/Caribbean Briefing n°25, 28 juin 2011, p.10, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/haiti/post-quake-haiti-security-depends-resettlement-and-development>, consulté le 25 juillet 2020..

[13] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », op. cit.

[14] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit.

[15] *Ibid.*

[16] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.5.

[17] RICHENER Noël, « Reconstruction et environnement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince: Cas de Canaan ou la naissance d'un quartier ex-nihilo », op. cit., p.19.

[18] Voir Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit. et Alice CORBET, « Community after all ? An inside perspective on encampment in Haiti », Journal of Refugee Studies, 29.2, 2016, p.5

[19] LOPES Ana Filipa, « Beyond the mountains, more mountains: disaster response, mass-displacement and the land tenure puzzle in Haiti », Mémoire 2016, p.67.

[20] LEVINE Simon, rapport réalisé pour le Overseas Development Institute, « Avoiding reality : land, institutions and humanitarian action in post-earthquake Haïti », op. cit., p.24.

[21] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.7.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

- [22] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit.
- [23] LOPES Ana Filipa, « Beyond the mountains, more mountains: disaster response, mass-displacement and the land tenure puzzle in Haiti », op. cit., p.55.
- [24] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.9.
- [25] *Ibid.* p.8
- [26] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », op. cit.
- [27] LOPES Ana Filipa, « Beyond the mountains, more mountains: disaster response, mass-displacement and the land tenure puzzle in Haiti », op. cit., p.69.
- [28] Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », op. cit.
- [29] Ces propos datent de 2013. Voir Haiti Grassroots Watch, « Controversy over Corail Camp », op. cit.
- [30] LEVINE Simon, rapport réalisé pour le Overseas Development Institute, « Avoiding reality : land, institutions and humanitarian action in post-earthquake Haïti », op. cit., p.14.
- [31] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.30.
- [32] FAO, IPC : Analyse de l'insécurité alimentaire aigüe, 31 octobre 2019, p.12, http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_AcuteFoodSec_2019Oct2020Feb_French.pdf
- [33] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.8.
- [34] CORBET Alice, « Community after all ? An inside perspective on encampment in Haiti », op. cit.
- [35] Agencia EFE, « Corail, uno de los 22 asentamientos que sigue en pie 10 años después del terremoto de Haití (C), 8 janvier 2020, <https://www.youtube.com/watch?v=xOeO6Lg9sTU>, consulté le 25 juillet 2020.
- [36] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.8
- [37] CORBET Alice, « Community after all ? An inside perspective on encampment in Haiti », op. cit., p.7.
- [38] SENAT Rachel et BELVERT Alex, "Camp transformation in Corail Cesselesse, Haïti: Participatory Urban Planning after the 2010 Earthquake", op. cit., p.9.
- [39] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit.
- [40] *Ibid.*
- [41] KHAN Carrie et PIERRE Jeffrey, « A 'Lost Decade': Haiti still Struggles to Recover 10 Years After Massive Earthquake », NPR, 12 janvier 2020, <https://www.npr.org/2020/01/12/794298546/a-lost-decade-haiti-still-struggles-to-recover-10-years-after-massive-earthquake?t=1592007846533&t=1592149784591>, consulté le 25 juillet 2020.
- [42] LOOI MK., "The UN finally concedes that it had a role in Haiti's devastating 2010 cholera outbreak", Quartz, 19 août 2016, <https://qz.com/762244/un-admits-role-in-haiti-cholera-outbreak/>, consulté le 28 juillet 2020.
- [43] GAYLE D., "Timeline: Oxfam sexual exploitation scandal in Haiti, The Guardian, 15 juin 2018, <https://qz.com/762244/un-admits-role-in-haiti-cholera-outbreak/>, consulté le 25 juillet 2020.
- [44] Haiti Grassroots Watch, « L'immense bidonville de la reconstruction coûtera 'des centaines de millions' », op.cit.
- [45] International Crisis Group, Post-quake Haiti: Security Depends on Resettlement and Development, Latin-America/Caribbean Briefing n°25, 28 June 2011, <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/haiti/post-quake-haiti-security-depends-resettlement-and-development>, consulté le 25 juillet 2020 p.18.
- [46] LEVINE Simon, "Avoiding reality: Land, institutions and humanitarian action in post-earthquake Haiti", op. cit., p.15.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[47] LOPES Ana Filipa, "Beyond the mountains, more mountains: disaster response, mass-displacement and the land tenure puzzle in Haiti", Mémoire, 2016, <https://repository.gchumanrights.org/bitstream/handle/20.500.11825/188/Lopes.pdf?sequence=1&isAllowed=y>, consulté le 25 juillet 2020, p.70.

[48] *Ibid.* p.8

[49] Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Haïti : information sur les principaux groupes criminels, y compris leurs zones d'opération, leur structure et leurs activité ; réponses de l'Etat (2016-mai 2019), 6 juin 2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2011338.html>, consulté le 25 juillet 2020.

[50] International Crisis Group, Post-quake Haiti:..., op. cit., p.7.

[51] International Crisis Group, Post-quake Haiti:..., op. cit., p.8.

[52] CORBET Alice, « Community after all ? An inside perspective on encampment in Haiti », op. cit., p.10.